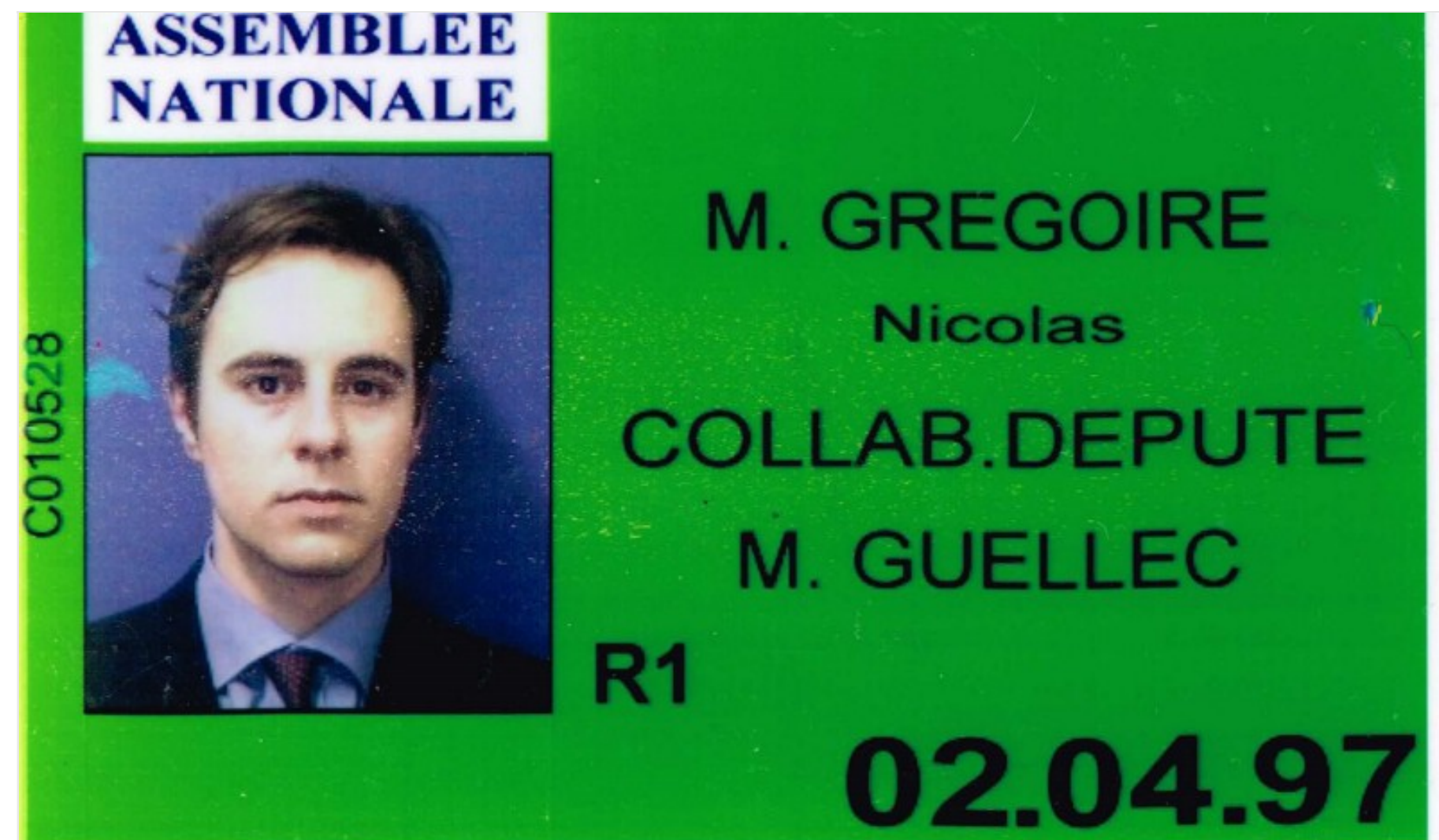


Fictif(s) : deux ans à l'UDF payé par la République

## Parcours dans les bas-fonds de la politique française



Emploi fictif. Le terme resurgit de scandale en scandale. Pendant presque deux ans, j'ai eu deux emplois fictifs. A l'Assemblée nationale, et au Sénat. Je percevais un salaire, des fiches de paie, pour une activité que je n'exerçais pas. Jamais personne ne s'en est ému. Pourquoi suis-je le seul, en vingt ans, à l'avouer sans contrainte ?

Durant mon séjour rue de l'Université, bordée par l'Assemblée, quadrillée de partis politiques et refuge de l'ENA, je n'ai vu mes parlementaires, Jean-Jacques Hiest et Ambroise Guellec, que trois fois. Pour signer mes contrats. Pour travailler une matinée à trier du courrier. Et enfin, vidé et amer, en perte totale de repères, pour demander à être licencié.

Fraîchement diplômé en journalisme européen, c'est un peu par hasard que j'ai rejoint l'équipe de Force démocrate, jeune parti d'un petit nouveau plein d'ambition : François Bayrou.

Démocratie Moderne, magazine du parti dont Bayrou était directeur de la publication, cherchait un rédacteur. Jeune, malléable, pas regardant sur le salaire et recommandé par un ancien cadre, j'ai fait l'affaire.

“Force démocrate, c'est le parti qui monte, avec six ministres au gouvernement”, me confie d'un ton feutré Rémy le Gall, rédacteur-en-chef de Démocratie Moderne, peu avant mon embauche. “Au début, il faut faire profil bas, surtout ne menacer personne. Et après, tout naturellement, tu t'imposes, comme

une évidence.”

A peine arrivé, je suis appelé au bureau de Huguette Ducloux, directrice des services. “Le parti n’a pas beaucoup d’argent, donc les parlementaires détachent des assistants pour nous aider”, me dit-elle. “L’utilisation des fonds est à leur discrétion, mais si l’on vous demande ce que vous faites au parti, vous ne dites pas que vous y travaillez. Vous dites que vous êtes un militant”, conclut-elle avec un demi-sourire entendu. Deux affirmations contradictoires dans une même phrase. Double langage politique, auquel j’allais vite m’habituer.

## **Au pouvoir**

Au cours des mois, je découvre les nombreux avantages de l’appartenance au “troisième plateau” de Force démocrate, qui allait dévorer l’UDF. A un poste modeste mais stratégique, je fais partie du clan. Le clan protège les siens. Et le pouvoir corrompt.

Besoin d’envoyer quelque chose du bureau ? Colis et lettres sont livrés par des motards de la gendarmerie nationale, qui font les coursiers pour le parti sans broncher. “Je t’envoie un motard !”

Problème avec la banque ? Il suffit de tourner son siège. “Dis moi, tu as un contact pour ma banque à Paris ?” Au services des élections, quelqu’un lève le nez et s’empare d’un énorme Rolodex, qu’il appelle “la bomba”. “Bouge pas... Voilà. Tu notes ?” Le directeur de la banque au détail d’une grande banque à trois lettres est dérangé en pleine réunion sur sa ligne directe. Mon agence passera des lettres de menaces à l’obtention d’un prêt. En me déclarant fonctionnaire. Et en saisissant de fausses données financières dans son système informatique, “pour que ça passe”. Prêt que, gagnant 9200 francs par mois (1405 €) je ne rembourserai jamais. La banque à trois lettres ne fit jamais valoir sa créance.

Vol d’une console vidéo dans mon bagage à Orly ? Un fax autoritaire à Aéroports de Paris, avec en-tête de l’Assemblée. Je suis immédiatement remboursé, sans demande de justificatifs. Je réalise que j’aurais pu inventer un ordinateur portable, engranger des milliers d’euros.

Contrôle routier ? Le motard regarde ma carte du Sénat avec autorité. “Et vous êtes assistant de quel sénateur ? Depuis combien de temps ?” En costume de banquier, je hausse immédiatement le ton. “Non mais dites donc, vous allez arrêter de m’emmerder, ou vous allez avoir de gros problèmes !” En à peine un an, j’ai adopté du politique le langage, dont la classique menace de “problèmes”. Immédiatement, son binôme plus âgé le pousse de côté. “Excusez-le monsieur. C’est un jeune, il est pas habitué. Excusez-le”. “Bon, ça va.” Je repars en trombe, énervé d’avoir été pris de haut par ce qui n’est plus pour moi qu’un coursier.

## **Une matinée à l’Assemblée**

Député mais aussi vice-président du Conseil régional de Bretagne, Ambroise Guellec fit un jour part de son déplaisir de me voir passer mon temps au parti. Je me retrouve dans son petit bureau de la rue de

l'Université. En bon assistant, je commence par trier le courrier. Demande après demande d'aide, de subventions, de locaux. Certains y incluent, naïfs, leur carte du parti. Une lettre et un projet sortent du lot. Je passe à Guellec : "ça m'a l'air bien, ça." Après un bref coup d'œil, il la repose sur mon liège. "Non, on ne peut pas les aider". Je demande pourquoi. Il me regarde, visiblement exaspéré. "Mais parce que c'est une association de gauche !"

Le soir même, je reviens "au siège" et demande à Rémy le Gall de me sortir de cette situation. "Tu y vas, et tu lui dis que t'as pas le temps", me répond-il tranquillement. "Mais comment ça, je peux pas lui dire ça !" Le Gall me jette un de ses sourires narquois. "Tu lui dis que tu as vu ça avec Bayrou."

C'est ainsi que, le lendemain, j'annonce à un parlementaire que mon activité illégale étant trop prenante, je ne vais plus bosser pour lui. "Et bien si c'est ça, j'arrête de payer !" me lance-t-il. "Non, je réponds tranquillement. J'ai vu ça avec François. Vous allez continuer à payer. Et je ne travaillerai plus pour vous." Il baisse la tête, vaincu. Le pouvoir n'est pas toujours où l'on croit.

## **Fin de partie**

Tout commence avec la fille de l'accueil. Appelons-la Emilie. Dans l'entrée du siège, spartiate espace sur cour composé d'un bureau, d'un canapé et de l'escalier principal, elle arrondit ses fins de mois en faisant la permanence du soir. Elle est très belle, rayonnante. Nous flirtons. Un soir, elle m'appelle. Et me dit s'être fait agresser sexuellement par Le Gall.

Les policiers refusent de prendre sa plainte. Elle me raconte aller de commissariat en commissariat avant de comprendre la futilité de sa démarche. Le lendemain, elle décide d'en informer Ducloux. Qui, me dit-elle, l'écoute patiemment, puis lui dit "à qui cherchez-vous à nuire ?" Emilie n'en trouve plus ses mots. Elle quitte le siège en pleurs.

La rumeur, grâce à moi, enfle. En comité de rédaction, Rémy le Gall prend les devants. "J'imagine que vous avez entendu les accusations portées contre moi. Tout cela est bien évidemment faux. Je pense ne pas avoir besoin de ça pour séduire". Pour garder mon job, je me tais. C'est à mon tour de baisser la tête. "Rémy. Tu ries comme lui", me dit Emilie, soudain distante. La lune de miel est terminée.

Un conseiller municipal me propose un HLM. 80 m<sup>2</sup> dans le 12e, pour 190 €. "Là j'ai un pompier, et puis après je t'en file un, si tu veux." Je refuse. "C'est gentil, mais je suis sûr que d'autres gens en ont plus besoin que moi." Il est stupéfait. On me propose la fédération des Jeunes du 8e. Je refuse. Maintenant le clan se méfie. Les regards changent.

Et puis vient ce déjeuner. Lors d'une grande tablée à La Poule au Pot, cantine officieuse de l'UDF, quelqu'un me reproche d'être un jeune apparatchik, mené uniquement par l'ambition. "C'est vrai, j'aime les responsabilités. Mais au fond, si je fais ce métier c'est pour, un jour, aider la France." La salle hurle de rire. Rémy le Gall, rouge pivoine et larme à l'œil, se tourne vers moi. "Tu es un idéaliste, c'est bien !" Et j'ai compris qu'il fallait partir. Que ces gens me menaçaient. Au plus profond de mon être.

## **Que sont-ils devenus ?**

En 1999, Huguette Ducloux devient conseillère de Nicole Fontaine, présidente du Parlement européen. Elle est aujourd'hui retraitée.

Rémy le Gall devient directeur de la communication de la mairie de Versailles. Scénariste de bande-dessinée, il publie quatre fictions sur la politique. En 2012, il est décoré Chevalier des Arts et Lettres. En 2016, il est condamné à six mois de prison pour harcèlement sexuel sur quatre de ses subordonnées. Durant son procès, il est décrit comme faisant “régner la terreur, la manipulation et le mensonge”.

En 2004, Jean-Jacques Hyst est élu président de la Commission des Lois du Sénat. En 2015, il est nommé au Conseil constitutionnel. Hyst siège également à la Haute Cour de justice de la République. Il est décoré Chevalier dans l'ordre des Palmes académiques.

Ambroise Guellec reste vice-président de la région Bretagne jusqu'en 2004. Il y est toujours conseiller régional.

De ralliement en retournement, François Bayrou est sûrement toujours convaincu d'être, un jour, président de la République. La moralité et l'exemplarité sont ses derniers chevaux de bataille.

## **Épilogue**

Aujourd'hui, je me revois dans cette période un peu comme un étranger. Un nihiliste qui, à la moindre difficulté, cherchait à écraser. Un homme que le titre gonflé, “je suis attaché parlementaire”, suffisait à faire passer devant tout le monde aux urgences, sans avoir rien demandé. Comme tous les politiques, le pouvoir m'aidait à panser des plaies profondes, allant jusqu'à l'enfance.

Je vois aisément pourquoi, après des décennies d'impunité, François Fillon ne comprend pas qu'on l'emmerde “pour des costards” ou son indemnité parlementaire. Sa réalité n'est pas la nôtre.

Devant les affaires, je regarde les pantomimes d'outrage et les appels au complot avec une ironie toute professionnelle. L'enrichissement, les cadeaux, les voyages, les grands travaux avant les municipales, les élections internes truquées... Je n'ai plus jamais voté. Les sortants sont balayés. Les nouveaux jurent que tout va changer. Et on recycle. Ad nauseam. Malgré tout j'ai mal. Pour mon pays, car j'y habite. Et parce que j'ai cru en lui.

Dans son livre “Les mains propres”, publié en 2014, Corinne Lepage écrit :

“Lorsque j'ai été élue au Parlement européen en 2009, le MoDem avait exigé de moi qu'un de mes assistants parlementaires travaille au siège parisien. J'ai refusé en indiquant que cela me paraissait d'une part contraire aux règles européennes, et d'autre part illégal. Le MoDem n'a pas osé insister mais mes collègues ont été contraints de satisfaire à cette exigence.”

Bayrou, évidemment, nie. En politique, il faut toujours nier. Même la main dans le sac. “Si ça se sait, il niera”, ai-je tellement entendu sur d’autres sujets. Il me semblerait un peu naïf de ne pas y voir un système. Un système peut-être accentué chez les petits partis, qui n’ont pas beaucoup de subventions. Mais dont on retrouve la trace du PS au FN. Un système dans un monde politique qui se juge lui-même. Se finance lui-même. Et se renouvelle entre lui. C’est cette impunité, cette indignité cachée entre phrases choc et plateaux télé, qui a fait le lit de l’extrémisme qui sans une révolution morale finira, un jour, à l’Elysée.

Aujourd’hui je regrette d’avoir délaissé une carrière de journaliste pour, même de quelques décimales, participer à la lente putréfaction des institutions françaises. Et je regrette d’avoir joui de cette impunité, qui transforme tant de politiques en fossoyeurs du bien public.

“Tu te rends compte que tu vas être diabolisé ? Tu ne pourras plus travailler nulle part”, me dit un ancien du Figaro. Fonctionnement mafieux. Où seule la loyauté est récompensée. Et la trahison punie. Parfois jusqu’à la mort. “Qu’ils viennent. De toutes façons, je ne peux pas tomber de ma fenêtre, j’habite au rez-de-chaussée !”